

FAITS MARQUANTS UNEA-3: LUNDI 4 DÉCEMBRE 2017

La troisième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE-3) s'est ouverte lundi au Bureau des Nations Unies à Nairobi (UNON). Après l'adoption l'ordre du jour et l'organisation des travaux, les délégués ont entendu les déclarations liminaires avant de convoquer le Comité plénier (CP) pour examiner l'état des décisions et des résolutions à transmettre à l'Assemblée pour adoption. Lors d'une séance plénière parallèle, les représentants des pays ont présenté les déclarations nationales.

Dans l'après-midi, les délégués ont organisé des consultations informelles pour faire avancer l'examen des décisions et des résolutions en suspens, mais n'ont pas pu parvenir à un accord sur tous les projets de texte.

SEANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE L'UNEA-3 ET ORGANISATION DES TRAVAUX: En ouvrant l'Assemblée, le Président de l'UNEA-3, Edgar Gutiérrez-Espeleta (Costa Rica) a invité les délégués à prendre un moment de réflexion pour consacrer une minute de silence au feu Buri Mohamed Hamza, Secrétaire d'État chargé de l'Environnement attaché au Cabinet du Premier ministre de la Somalie, qui a été tué lors d'une attaque à Mogadiscio, et aux défenseurs de l'environnement. L'Assemblée a adopté l'ordre du jour provisoire (UNEP/EA.3/1 et Add.1 et UNEP/EA.3/INF/1) sans commentaire.

Par la suite, l'Assemblée a créé un CP et a élu John Matuszak (États-Unis) Président et Travis Sinckler (Barbade) Rapporteur du CP.

DÉCLARATIONS LIMINAIRES: En présentant le thème de l'UNEA-3, «Vers une planète sans pollution», Gutiérrez-Espeleta a salué les 2,3 millions de promesses individuelles recueillies à ce jour et a invité deux jeunes citoyens ougandais et américains à présenter le #BeatPollution Pledge.

Dans son discours d'ouverture, Gutiérrez-Espeleta a souligné que les plus vulnérables sont ceux qui sont les plus exposés aux impacts négatifs de la pollution. Il a demandé aux délégués d'agir dès maintenant pour régler «un problème que nous avons tous créé et que nous pouvons tous régler». Il a ajouté que parvenir à un accord ne suffit pas et qu'une «voie de réussite crédible» est nécessaire pour ne laisser personne derrière.

Judy Wakhungu, Secrétaire du Cabinet chargé de l'environnement, de l'eau et des ressources naturelles du Kenya, a souligné l'interdiction récente de son pays pour la fabrication et l'utilisation des sacs en plastique et a encouragé le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à renforcer les fonctions de son siège conformément aux conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio + 20).

Le directeur exécutif du PNUE, Erik Solheim, a souligné que le gouvernement, les entreprises et la société civile sont les moteurs du changement. Parmi les questions environnementales clés, il a identifié: la sécurité environnementale, le financement vert et la protection de la nature.

Miroslav Lajčák, Président de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies, a déclaré que les partenariats et le multilatéralisme sont au cœur du voyage vers une planète sans pollution et que l'ANUE sera le « chef de peloton ».

Sahle-Work Zewde, Directeur général de l'UNON, a annoncé l'engagement du Bureau à soutenir le PNUE à travers un partenariat renforcé, afin de garantir «la place de l'Afrique à l'ONU et la place de l'ONU en Afrique».

Le PAKISTAN, au nom du G-77/Chine, a souligné l'importance d'un suivi et d'une mise en œuvre efficaces après l'ANUE-3, et a réaffirmé l'engagement de son groupe envers le Programme de développement durable 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba.

L'ESTONIE, au nom de l'UE, avec la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie et l'Ukraine, a réitéré leur engagement en faveur d'une action commune mondiale pour lutter contre la pollution. Le délégué a appelé à la poursuite de la collaboration entre le PNUE et l'Organisation mondiale de la santé pour traiter de la santé et du bien-être des personnes et de la planète.

Le GABON, au nom du Groupe africain, a réitéré que la pollution compromet la réalisation du développement durable et a identifié l'éradication de la pauvreté comme le plus grand défi. Le délégué a encouragé le Directeur exécutif du PNUE à assurer la disponibilité des fonds pour la mise en œuvre équilibrée des décisions et des résolutions.

La COLOMBIE, au nom du groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), a réaffirmé: l'importance de l'adoption des mesures communes pour relever les défis environnementaux; et l'appui de sa région au projet de document final ministériel (UNEP/EA.3/L.19 Rev.1).

OMAN, au nom des États d'Asie et du Pacifique, a présenté un compte-rendu des discussions récentes qui ont eu lieu dans la région, notamment sur les efforts visant à coordonner la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et à renforcer les données régionales.

Rapport du Comité des représentants permanents: Le Président du Comité des Représentants permanents (CRP) John Moreti a souligné la présentation de deux nouveaux projets de résolution, sur les initiatives de renforcement de la coopération Sud-Sud pour le développement durable, et sur la consolidation des fonctions du siège des Nations Unies à Nairobi. Les délégués ont convenu de transmettre les résolutions au CP pour examen.

La SUISSE, appuyée par les ÉTATS-UNIS, a proposé un amendement au projet de décision sur l'ordre du jour provisoire, la date et le lieu de l'ANUE-4 où la réunion se tiendra immédiatement après l'OCPR-4. Les États-Unis ont également demandé l'examen du nombre de jours alloués à l'OCPR et à l'ANUE. Le Président Gutiérrez-Espeleta a indiqué que cette

question pourrait être abordée dans le CP. Il a en outre encouragé les futures Assemblées à faire de la soumission précoce de leur texte une règle du travail de l'UNEA.

COMITÉ PLÉNIER

Adoption de l'ordre du jour du CP: En ouvrant la session, le Président Matuszak a rappelé aux délégués la nécessité de finaliser les travaux en suspens à temps pour la plénière de clôture de la soirée, et a souligné l'importance d'adopter les décisions et les résolutions par consensus. Les délégués ont adopté l'ordre du jour du CP sans amendement.

Examen des projets de résolution: Les facilitateurs des groupes de contact informels ont rendu compte des progrès accomplis au cours de la fin de semaine.

Fernando Coimbra (Brésil), Président du groupe informel travaillant sur le projet de résolution sur l'atténuation de la pollution à travers l'intégration de la diversité biologique dans les secteurs clés (UNEP/EA.3/L.6), a indiqué que le groupe a terminé ses travaux. Le CP a convenu de transmettre le texte à l'Assemblée, en même temps que d'autres projets de texte déjà approuvés par l'OECPR.

Diego Padilla (Costa Rica) a indiqué que le texte entre crochets dans le projet de résolution sur la lutte contre la pollution de l'eau pour protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau (UNEP/EA.3/L.27) a été nettoyé. Le CP a décidé de transmettre le projet de résolution à la séance plénière de l'ANUE-3.

En présentant le rapport sur le projet de résolution sur l'environnement et la santé (UNEP/EA.3/L.8), Elizabeth Taylor (Colombie) a annoncé que le groupe est parvenu à un accord sur un paragraphe, mais n'a pas été en mesure de finaliser les autres.

Pour ce qui est des déchets marins et des microplastiques (UNEP/EA.3/L.20), le facilitateur Andrew McNee (Australie) a indiqué que les consultations constructives ont abouti à un texte de compromis, sauf en ce qui concerne le libellé sur les modalités d'un groupe de travail spécial à composition non limitée pour le renforcement des structures de la gouvernance internationale de la lutte contre les déchets marins et les microplastiques.

Après la clarification de la Chine selon laquelle elle « mène encore des consultations », le nouveau texte de résolution proposé sur la coopération Sud-Sud, présenté par le Groupe africain, la Chine, le Costa Rica et l'Indonésie, a été retiré.

Le Président Matuszak a ensuite proposé la création de deux groupes des Amis du Président, facilités respectivement par la Colombie et l'Australie, pour examiner les décisions en suspens de l'OECPR. Il a également annoncé que le Groupe de contact présidé par l'Iraq continuera à se réunir pour examiner le nouveau projet de texte sur la consolidation des fonctions du siège du PNUE. Il a informé les délégués qu'en dépit de la finalisation du projet de résolution sur la prévention de la pollution dans les zones touchées par le terrorisme et les conflits armés au cours du segment de l'OECPR, le groupe de contact a décidé de tenir des consultations avec les capitales en raison de la nature politique du texte. Il a déclaré que les consultations informelles, présidées par la Finlande, se poursuivront par conséquent dans la soirée.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE: Le CP s'est réuni après 20h. Le Facilitateur, M. McNee, a rapporté que les Amis du Président du Groupe sur les déchets marins et les microplastiques ont été en mesure de supprimer le texte qui restait entre crochets. Le CP a approuvé ce projet de résolution (UNEP/EA.3/L.20) sans objection.

En présentant les progrès accomplis par les Amis du Président du groupe sur la santé et l'environnement, la Facilitatrice Taylor a signalé qu'en dépit des efforts déployés pour regrouper les quatre paragraphes proposés, l'accord n'a pas été obtenu. Elle a demandé au Président de travailler sur deux paragraphes alternativement. Le Président Matuszak a déploré le fait que le nouveau texte ait été présenté et a proposé que le texte approuvé par toutes les délégations à l'exception d'une soit transmis à l'ANUE-3. Le KENYA s'est opposé à cette proposition, exprimant l'intention de transmettre un texte approuvé par consensus. L'AFRIQUE DU SUD a demandé, sans objection, l'inclusion d'une note de

bas de page dans le cinquième rapport d'évaluation du GIEC concernant les maladies à transmission vectorielle liées aux changements climatiques. Le Président Matuszak a proposé d'examiner d'autres points de l'ordre du jour avant de revenir sur cette question.

La facilitatrice Tarja Fernandez (Finlande), en présentant un compte-rendu des progrès accomplis dans les consultations informelles sur la prévention de la pollution dans les zones touchées par un conflit, a déclaré que le groupe a réussi à s'entendre sur les questions en suspens, y compris sur la référence à l'« adaptation » au lieu de « prévention » dans le titre. Le CP a approuvé le projet de résolution révisé (UNEP/EA.3/L.5) sans objection.

Les délégués se sont ensuite tournés vers le projet de décision sur l'ordre du jour provisoire, la date et le lieu de la prochaine session de l'ANUE (UNEP/EA.3/L.16), et le Secrétariat a présenté sa note sur les « exigences critiques » pour l'organisation des réunions de l'ANUE; y compris les services d'organisation, de traduction et autres services de conférence, ainsi que les frais de voyage. Après de longues discussions, le groupe n'a pas pu parvenir à un consensus sur trois propositions générales: l'une, présentée par la SUISSE et soutenue par les USA, l'UE et la RUSSIE, appelant à des sessions consécutives plus courtes de l'OECPR-4 et de l'ANUE-4; certains pays parmi lesquels le BRESIL, le KENYA et le ZIMBABWE, préférant revenir à l'OECPR et à l'ANUE tels que initialement conçus, comprenant des réunions plus longues de cinq jours et une période intersessions de plusieurs mois; et une formule de compromis présentée par le Mexique et contrée par la RUSSIE, proposant une ANUE de cinq jours, « à titre exceptionnel » pour faciliter la transition vers un « cycle normal des Assemblées » à l'avenir.

Le BRESIL a souligné la nécessité d'assurer une préparation adéquate pour l'examen des « ODD relevant du domaine de l'environnement » par le FPHN en 2018.

Après une courte pause pour permettre de nouvelles consultations sur les principales positions, l'IRAQ, en tant que Président du Groupe de contact sur le projet de résolution relatif à la consolidation des fonctions du siège du PNUE, a signalé que des progrès avaient été accomplis après la première lecture et a demandé du temps pour tenir d'autres réunions et organiser de nouvelles consultations avec les conseillers juridiques.

Le Président Matuszak a indiqué que les délégués n'ont pu parvenir à un consensus sur les trois projets de texte restants sur l'environnement et la santé, la date et le lieu de l'ANUE-4 et sur le renforcement des fonctions du PNUE. Il a proposé de suspendre la séance plénière jusqu'à mardi soir pour permettre de nouvelles consultations. Les délégués ont convenu de convoquer à nouveau le CP dans la soirée, sans les services d'interprétation et à condition que tout texte entre crochets soit supprimé afin de transmettre un texte propre à l'Assemblée.

Le président Matuszak a ensuite suspendu CP à 12h42.

DANS LES CORRIDORS

Des difficultés techniques, ou « fantômes du CP », ont hanté les débats de lundi, au moment où une voix inconnue résonnait dans tout le hall et que les haut-parleurs de la salle étaient temporairement pris en charge par ceux d'un autre, que les boutons des discours des pays étaient allumés alors qu'aucun délégué n'était assis derrière eux, et que le service d'interprétation manquait lors d'une intervention de la délégation chinoise. Tout aussi mystérieux était le point de savoir si un projet de résolution sur le renforcement de la coopération Sud-Sud était ou non sur la table.

En dépit de la patience et du timing comique avec lesquels le Président du CP, John Matuszak, a géré ces défis, les tensions étaient palpables alors que le travail du Comité - déjà prévu jusqu'à 23h00 - était ralenti par ces différentes difficultés procédurales et techniques. En observant l'ordre du jour du segment de haut niveau chargé de mardi, un observateur espérait une autre intervention mystique de la part des « bons esprits » pour aider à mener à bien la réunion.